



Défis structurels pour l'économie russe

Par Juba Ihaddaden

13 mars 2022

La chute de l'URSS en 1991 a provoqué un choc politique et économique dans la nouvelle Fédération de Russie. Mal préparée, l'ouverture du capital des entreprises aux investisseurs privés a provoqué une montée de la pauvreté et une progressive concentration des richesses économiques.

Après avoir bénéficié d'un taux de croissance moyen de son Produit Intérieur Brut (PIB) de +13,7%¹ par an entre 1999 et 2008, ce dernier a chuté à +4,1% par an entre 2009 et 2018. Si ce résultat est au-dessus de la moyenne de pays comme le Brésil (+3,5% entre 1999 et 2008 puis +1,3% entre 2009 et 2018), elle n'a pas permis à la Russie de se maintenir à son rang économique : 8e puissance économique en 2013, elle était en 2020 11e, avec un Produit Intérieur Brut s'élevant à 1 483 milliards \$² cette année-là (contre 20 953 milliards \$ pour les Etats-Unis et 14 722 milliards \$ pour la Chine).

Comment expliquer ce déclin ? Plus globalement, à quels freins structurels l'économie Russie doit-elle faire face ?

DÉCLIN DÉMOGRAPHIQUE

Entre 1991 et 2019, la population russe est passée de 149 millions d'habitants à 145 millions. En effet, la chute de l'URSS a constitué un choc négatif sur les naissances : entre 1991 et 2000, le nombre moyen d'enfants par femme est passé de 1,73 à 1,2³. Ce phénomène est

¹ [La Banque Mondiale](#)

² [La Banque Mondiale](#)

³ [Perspective Monde](#), Université de Sherbrooke

un problème dans la mesure où ce taux de fertilité doit atteindre 2,1 enfants par femme pour qu'une génération assure son remplacement.

Afin de résorber le problème de la négativité du solde des naissances, deux types de politiques ont été menées :

- D'une part, des mesures censées encourager les natalités ont été prises. Par exemple, un programme d'aides financières aux parents dès le premier enfant a été introduit. Auparavant, celui-ci n'était accessible qu'après la naissance du deuxième enfant ;
- D'autre part, des dispositifs restrictifs sur la consommation d'alcool ont été pris. En effet, la surconsommation d'alcool est une cause importante de mortalité prématurée en Russie. Dans un article⁴ publié dans la revue *The Lancet* en 2014, les auteurs montrent que la vodka est un facteur explicatif du risque élevé de décès prématuré chez les adultes russes. L'étude se focalise sur 200 000 russes (hommes et femmes). Ses résultats révèlent que, parmi les hommes fumeurs qui ne présentaient aucune maladie au début de l'étude, le risque de mourir entre 35 et 54 ans est de 16% pour ceux qui consomment moins d'un demi-litre de vodka par semaine, 20% pour ceux qui en consomment 1 à 3 demi-litres et 35% pour 3 demi-litres ou plus. Si la surconsommation d'alcool est exceptionnelle chez les femmes et les hommes non-fumeurs, la surmortalité associée à des pratiques excessives est la même. Afin d'endiguer les effets néfastes induits par l'alcoolisme, le gouvernement russe a pris des mesures telles que l'augmentation des droits d'accise sur l'alcool et l'introduction d'un prix unitaire minimum sur la vodka dès 2003⁵.

Si l'émigration est également un facteur explicatif de ce déclin démographique, aucune mesure n'a été prise pour endiguer ce processus, si bien qu'en 2016, 250 000 russes ont quitté leur pays, trois fois plus qu'en 2012.

⁴ [*Alcohol and mortality in Russia: prospective observational study of 151 000 adults*, The Lancet, D. Zaridze et al., April 2014](#)

⁵ [*Fédération de Russie : un nouveau rapport indique un net recul du nombre de décès dus à l'alcool grâce à de strictes mesures de contrôle*, Organisation Mondiale de la Santé, Octobre 2019](#)

DES ENTREPRISES PEU COMPÉTITIVES

La compétitivité de l'économie russe est minée par une faible productivité des facteurs de production. Cette dernière désigne l'efficacité avec laquelle s'effectue la transformation du capital et du travail en recettes pour une entreprise.

Poids étatique et inefficience économique

Malgré un processus de libéralisation de l'économie russe et de privatisation de milliers d'entreprises lors de la chute de l'URSS, les années 2010 ont été marquées par un phénomène inverse de renforcement du poids de l'Etat dans l'économie. Le secteur public (Etat et entreprises publiques) génère des ressources équivalentes à 70% du PIB⁶. Pourtant, ce renforcement n'est pas neutre pour l'efficience globale de l'économie russe. Tout comme en Chine, les entreprises d'Etat russes sont moins rentables que leurs homologues privées. La productivité totale des facteurs est plus faible dans les entreprises publiques⁷.

La Russie est particulièrement marquée par une faible productivité du travail. Un indicateur pour mesurer cette productivité du travail est le PIB par heure travaillée. Il s'agit de la richesse produite rapportée aux heures effectivement travaillées. Cela permet d'évaluer l'utilisation du facteur travail dans le processus de production. Si le PIB par heure travaillée a augmenté de +12% en Russie⁸ entre 2015 et 2020 (contre +3% en France et +6% aux Etats-Unis sur la même période), il s'établit à 27,7\$ en 2020. Autrement dit, chaque heure travaillée en 2020 produisait 27,7\$ de richesse. En comparaison, cet indicateur s'élevait à 67,6\$ en France et à 73,37\$ aux Etats-Unis en 2020.

Les entreprises privées russes sont moins productives que leurs homologues dont le capital est majoritairement étranger. Cette moindre performance s'explique :

- par un manque de compétence de la main d'œuvre. Malgré des taux d'alphabétisation des adultes proches de 100% et des résultats aux enquêtes PISA proches de la moyenne OCDE⁹ (488 en Russie contre 488 pour les pays de l'OCDE), les entreprises russes soulignent le manque d'adéquation entre la formation initiale et les besoins en compétences qu'elles expriment ;

⁶ [Fiscal Transparency Evaluation](#) : Russian Federation, Fonds Monétaire International, Mai 2014

⁷ [Fostering Stability in a Low-Growth, Low-Rate Era](#), Fonds Monétaire International, Octobre 2016

⁸ [OCDE](#)

⁹ [Résultats du PISA 2018](#), OCDE, 2019

- par la difficulté à combler le déclin démographique précédemment évoqué. En effet, la migration de populations en provenance des anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale (Ouzbékistan, Tadjikistan, Kirghizstan) permet de compenser en partie ce déclin. Pourtant, cette main d'œuvre est peu qualifiée, ce qui ne contribue pas à combler un autre phénomène : la fuite des cerveaux. Selon un sondage¹⁰ réalisé par le *Levada Center* en juin 2014, un russe disposant d'un diplôme universitaire sur quatre envisageait alors différentes options d'émigration. Cette volonté était quasiment inexistante chez les russes moins diplômés. En 2021, au contraire, un répondant sur cinq a déclaré au *Levada Center* qu'il souhaiterait "absolument" ou "très probablement" émigrer.
- par le niveau de corruption. D'après le *Transparency Watch*, l'indice de corruption perçue en Russie s'est stabilisé entre 34/100 et 33/100 entre 2019 à 2021¹¹. Si cet indicateur ne permet pas de mesurer la corruption effective, il se base sur un panel d'enquêtes réalisées auprès d'hommes d'affaires, d'analystes de risques et d'universitaires résidant dans les pays étudiés ou à l'étranger. Cela a l'avantage de donner un regard extérieur sur la corruption dans des pays. Selon un rapport de *La Banque mondiale* publié en 2013, les pots de vin représentaient 0,9% des ventes¹², au profit des autorités douanières et fiscales, ou dans le cadre de procédures judiciaires et d'appels d'offres publics.

Une politique d'investissement lacunaire

Concernant les entreprises, elles hésitent à investir en Russie, qu'elles soient nationales ou étrangères. En pourcentage du PIB, l'investissement des entreprises russes est en-dessous de celui des pays émergents. Il s'établissait à 24% en 2020¹³, soit un taux comparable à celui de la France. Ce taux est cependant bien inférieur à celui de la Chine, où 44% de la richesse produite en 2020 était consacrée à l'investissement. Le poids prédominant des entreprises publiques, l'absence de concurrence, la corruption et la difficulté à recruter de la main d'œuvre qualifiée sont autant de raisons qui expliquent ces réticences.

UNE DÉPENDANCE AUX HYDROCARBURES

La dépendance vis-à-vis des exportations en hydrocarbures explique en partie le manque de volonté de politique quant à la mise en place de réformes structurelles. Avec un

¹⁰ [A New Emigration: The Best Are Leaving. Part 1](#), Institute of Modern Russia, Avril 2015

¹¹ [Corruption perceptions index](#), Transparency Watch

¹² [BEEPS At-A-Glance 2011 Russia](#), The World Bank Group, Janvier 2013

¹³ [La Banque Mondiale](#)

excédent commercial de 197,3 milliards \$ en 2021, la Russie vend plus à l'étranger qu'elle n'y achète : ses exportations sont supérieures à ses importations. Plus en détail, le pays a exporté 493,3 milliards \$ de biens et services en 2021. Les hydrocarbures représentaient 54,3% de ces exportations en 2021 (contre 49,7% en 2020).

L'utilisation des recettes issues de l'exportation des hydrocarbures est un levier important de désendettement pour l'Etat russe. Fin octobre 2021, la dette publique russe représentait 17,5% du PIB, soit l'un des moins élevés au monde. L'Etat russe a donc besoin de peu de capitaux étrangers pour financer son activité. Ce n'est pourtant pas synonyme d'indépendance vis-à-vis du monde extérieur. En effet, les hydrocarbures sont une source centrale de ressources pour l'Etat russe, comme évoqué précédemment. L'existence de ressources naturelles permet de ne pas avoir à financer l'activité de l'Etat via de l'émission de dette.

L'économie russe éprouve ainsi des difficultés dès lors que les prix du pétrole baissent significativement : tel fut le cas en 2008 et en 2014. C'est pourquoi les débats en cours sur la mise en place d'un éventuel embargo sur les hydrocarbures et le pétrole sont centraux : acheter moins de gaz russe aurait également un effet négatif pour l'économie russe en diminuant les ressources de l'Etat russe notamment. Pourtant, la dépendance européenne vis-à-vis des importations en matières premières russes est un frein quant à l'élaboration d'une réponse uniforme et assez impactante.

QUE RETENIR ?

Déclin démographique, fuite des cerveaux, corruption, dépendance aux hydrocarbures sont autant de phénomènes qui pèsent sur le développement économique russe. Les sanctions européennes et américaines prises contre la Russie en réponse à l'invasion de l'Ukraine devraient avoir un impact négatif sur la croissance russe à court terme et peser sur la capacité du pays à mener les réformes structurelles dont elle a besoin.